Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Dominique-Lorentz-Bien-sur-qu-ils

16 novembre 2010

Dominique Lorentz : « Bien sûr qu'ils ont la bombe »

Dominique Lorentz, journaliste française d'investigation et écrivain reconnue, dénonce une « hypocrisie » mondiale. Pour elle, pas de doute, l'Iran est aujourd'hui une puissance nucléaire. Et les Occidentaux, États-Unis en tête, en sont responsables.

PUBLICATIONS
1997 : Une guerre
2001 : Affaires atomiques
2002 : Un secret atomique
2007 : Des sujets interdits
Tous aux éditions les arènes

DOCUMENTAIRE
2001 : Dominique Lorentz a écrit La République atomique, coproduit par Arte.

Entretien avec notre journaliste Bertrand Slézak

L'Iran est proche de se doter de la bombe nucléaire. Quelles sont les responsabilités occidentales ?
Dominique Lorentz : Je rectifie tout de suite : l'Iran EST une puissance nucléaire. Il le dit, personne ne le conteste. Son territoire est couvert d'équipements dont les applications sont exclusivement militaires et ce n'est pas pour produire des petits pois. La rhétorique de "peut-être que dans quelques années, l'Iran aura la bombe", c'est un emballage médiatique utilisé par les diplomaties occidentales. Les dirigeants iraniens, eux, ne s'en cachent pas. Bien sûr qu'ils ont la bombe. Dans Affaires atomiques, je raconte la campagne d'essais nucléaires de 1998 de l'Inde et du Pakistan : les essais indiens sont vraisemblablement israélo-indiens et les essais pakistanais sont très vraisemblablement irano-pakistanais. Le club des puissances officielles étant réduit, les essais théoriquement interdits, toutes les campagnes qu'il y a eues étaient communes à plusieurs pays. Regardez la dernière campagne d'essais française en 1996 : cette campagne était en fait franco-américaine.

Reformulons donc la question : quelles sont les responsabilités occidentales dans le fait que l'Iran est, aujourd'hui, en possession de l'arme nucléaire ?
Les premiers à coopérer avec l'Iran, dans le milieu des années 60, sont les États-Unis : ils lui fournissent un réacteur de recherches, alimenté en uranium hautement enrichi. Les Américains

installent des physiciens sur place et forment les Iraniens à l'énergie atomique. Au début des années 70, la France, surtout, et l'Allemagne, aussi, entament les discussions avec l'Iran pour un très vaste accord de coopération nucléaire et de fourniture de combustible qui sera signé en 1974, pour le compte des États-Unis. Les États-Unis sont les premiers responsables avec deux partenaires principaux qui sont la France et l'Allemagne.

Ce n'est pas l'image qu'ils véhiculent...
Je trouve absolument incroyable que les États-Unis, premiers concepteurs de l'arme nucléaire, les seuls à l'avoir utilisée dans le cadre d'une guerre, soient les plus grands donneurs de leçons en matière de non-prolifération, en même temps qu'ils sont les plus grands proliférateurs du monde. On est dans une espèce d'hypocrisie tellement importante qu'on ne sait plus par quel bout prendre le mensonge pour le démonter. Au début des années 70, les États-Unis détiennent 70 % du marché de l'énergie nucléaire alors que l'on vient de signer le TNP (NDLR : traité de non-prolifération) en 1968. Washington encourage la France à ne pas le signer pour qu'elle ait les mains complètement libres (NDLR : Paris y adhérera en 1992). L'Allemagne, en tant que principal belligérant de la Seconde guerre mondiale, a l'interdiction d'avoir l'arme nucléaire mais aura quand même sur son sol des équipements qui n'auront pas d'autres utilisations que militaires. Avec le TNP, les Américains se disent : « Mince, on ne peut plus continuer la diffusion directe ». Ils passent, en 1968, des accords de licence avec l'Allemagne. À partir de cette date, tous les réacteurs vendus sous les marques AEG, KWU et Siemens sont des équipements Westinghouse ou General Electric. Quand l'Allemagne vend soi-disant des centrales nucléaires, elle travaille sous licence américaine. Pour la France, les États-Unis attendent le départ de De Gaulle qui croit encore que son pays va pouvoir diffuser sa propre technologie. Au lendemain de l'élection de Pompidou (en 1969), Paris signe des accords de licence qui font que tout ce qui est vendu sous la marque Framatome, ce sont des équipements Westinghouse. Lors de la création de Framatome, en 1968, 45 % du capital est détenu par les Américains.

Et l'Iran dans tout cela ?
En 1974, la France signe un vaste accord avec l'Iran : on vend cinq centrales nucléaires Westinghouse, sous la marque Framatome ; on va construire un centre de recherche avec trois petits réacteurs ; on va exploiter en commun des gisements d'uranium ; on va vendre de l'uranium enrichi aux Iraniens ; on va former les scientifiques. Parallèlement à cela, la France signe le contrat Eurodif. L'Iran rentre au capital de ce consortium européen d'enrichissement d'uranium, tiré par la France. Il détient 10 % du capital et a droit à 10 % de la production de ce capital. L'Iran prête à la France un milliard de dollars pour la construction du consortium (NDLR : à Pierrelatte, dans le sud de la France). L'Iran est aujourd'hui encore actionnaire d'Eurodif.

Dans quelle mesure l'accord Eurodif s'applique-t-il encore aujourd'hui ?
Vous avez dû lire ces jours-ci qu'il y a une sorte de scandale en Belgique (NDLR : selon l'Agence France Presse, dans une dépêche datée du 10 novembre, « le gouvernement belge a saisi la justice contre deux entreprises pour avoir exporté illégalement du matériel nucléaire susceptible d'être utilisé à des fins militaires vers l'Iran ») : ce qui n'arrive pas directement par la France arrive parfois par la Belgique. La France et les États-Unis se débrouillent pour tenir leurs engagements. Ce qui vient d'émerger en Belgique montre que les livraisons de matériaux et de matériel destinés à produire des armes nucléaires se font de façon complètement parallèle. La Belgique est actionnaire d'Eurodif, elle assure ces fournitures en cette qualité-là.

Comment les Occidentaux ont-ils pu donner autant de cartes en main à un régime qu'ils fustigent aujourd'hui ?
Les États-Unis et son « nez rouge », la France, ont passé un accord avec un pays qui était un de nos alliés, l'Iran du shah. Ce qui est pure folie, c'est d'avoir installé au pouvoir les ayatollahs. Ce sont les États-Unis, en se servant de la France pour accueillir Khomeini (NDLR : premier chef de la République

islamique d'Iran), qui ont décrété le départ du shah. La grosse erreur de la diplomatie américaine au XXe siècle, c'est d'avoir installé les ayatollahs au pouvoir, d'avoir renversé le shah, de ne pas avoir supporté qu'il ait quelques ambitions, qu'il défende parfois ses propres intérêts et pas seulement ceux du camp occidental. Aujourd'hui, on le paie, les Iraniens se régalent. Pourquoi croyez-vous qu'ils ont toujours un sourire en coin chaque fois qu'il est question de soi-disant négociations sur leur programme nucléaire ? Cette farce dure depuis les années 80 alors que l'Iran a accédé à l'arme nucléaire, de façon certaine, dans la deuxième partie des années 90. Les Iraniens ont gagné car on a signé un accord avec eux.

Quel est le but réel de ces négociations, alors ?
Les Occidentaux veulent arriver à un accord qui fasse que le programme nucléaire iranien soit aussi peu visible et menaçant que peut l'être, par exemple, celui de l'Égypte. Que l'Iran n'en fasse pas un usage considéré comme excessivement hostile. On a un régime d'ayatollahs qui appellent à la destruction d'Israël, qui menacent régulièrement ceux qui s'en prennent à leur programme, qui font des déclarations belliqueuses. On craint qu'ils passent à l'acte. L'Iran a un pouvoir de nuisance phénoménal C'est l'Iran qui alimente la haine au Moyen-Orient. C'est l'État iranien, une fois Khomeini au pouvoir, qui a créé le Hezbollah et toutes les factions terroristes actives au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde. On négocie donc un pacte de non-hostilité et la manière par laquelle l'Iran peut devenir un partenaire raisonnable sur la scène internationale.

Aujourd'hui, quel est ou quels sont les pays qui participent le plus activement au programme iranien ?
C'est la Russie. Des centaines de techniciens russes atomeurs travaillent un peu partout en Iran. Il y a des échanges qui sont très installés, comme c'était le cas avec les Français et les Américains du temps du shah.

Comment qualifieriez-vous les dessous de l'histoire de la prolifération ?
J'appelle ça un consensus du silence. En 1968, on a signé un « Traité de non-prolifération nucléaire ». La première hypocrisie est dans l'intitulé de ce traité : quand vous le lisez, vous voyez que ce n'est pas un texte pour empêcher la prolifération mais qu'il organise le commerce nucléaire. Il dit dans quelles conditions on peut vendre tel ou tel équipement. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas le vendre. Sous l'égide, je n'ose pas dire sous le contrôle tellement cela est « bidonné », de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'accès au savoir-faire de l'arme nucléaire est réglementé, encouragé, organisé et pratiqué. La seule chose que le TNP interdise est d'assembler les armes nucléaires. En 1996, 44 pays, qui détiennent les équipements pour construire l'arme nucléaire, ont été recensés par la communauté internationale. Si l'on déballe l'affaire iranienne, les Russes vont nous sortir le nom de l'Égypte et de tous nos alliés qui sont dans la liste des 44.

Au regard des enjeux, pourquoi les Occidentaux n'ont-ils pas préféré violer le droit international en n'honorant pas leur contrat avec Téhéran ?
C'est ce que se sont dit les Français et les Américains, et c'est là que les attentats contre leurs intérêts ont commencé. Ils ont cédé, pas seulement au chantage, mais aussi à une pression terroriste effective. Les Iraniens ont mis des bombes !

Quel regard portez-vous sur le fait qu'on retrouve une filiale au Luxembourg d'une société iranienne, implantée en Allemagne ?
L'Union européenne met au service de ce dossier iranien ce qu'elle peut apporter. Entre l'UE et les pays de la région, il y a des accords qui sont des jeux de billard à plusieurs bandes. Trouver le Luxembourg n'a rien d'étonnant. Il sert de « nez rouge » à l'Allemagne qui elle-même sert de « nez rouge » aux États-Unis.